



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU C.C.A.S

N° DLP2018-27 - Séance du 19/07/2018

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

7.1.1. Budgets et comptes

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	7	10

Vote	
Pour	
Contre	
A l'unanimité	x

L'an 2018, le 19 juillet à 10h00, le conseil d'administration de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Jean-Luc MEISSONNIER, Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 13/07/2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 13/07/2018.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Christiane GAUBERT, Michel BAUDOUR.

Absents représentés :

Hubert FABRITIUS donne pouvoir à Régine SUAY, Jean-Marie COURTES donne pouvoir à Alain SOULIER, Marie-France TEXIER donne pouvoir à Christiane GAUBERT.

Absents :

Anna RAMORA, Stéphane VIDAL, Bertrand LEENHARDT.

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2018-27 – ACCEPTATION D'UN DON AU PROFIT DU CCAS

Le conseil d'administration est informé qu'un don de 470€ a été effectué au profit du CCAS.

Il est proposé d'affecter ce don aux aides sociales facultatives.

Le conseil d'administration est invité à accepter ce don et à l'affecter au compte 7713.

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré à l'unanimité

- **ACCORTE** le don de 470 euros qui sera encaissé sur l'exercice 2018,
- **AUTORISE** l'affectation de cette somme au compte 7713.

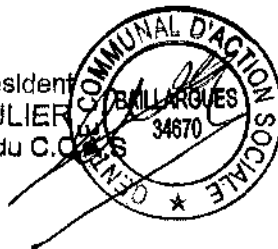
Pour extrait conforme,

Le 19/07/2018,

Le Président du C.C.A.S,

Jean-Luc MEISSONNIER

Pour le Président
Alain SOULIER
Vice Président du C.C.A.S



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.